

Répression

" LES TERREURS BLANCHES "

1794 - 1814

Lorsque l'on évoque la « *terreur* », on songe en général à la période de dictature jacobine du Comité de Salut Public en 1793-94. Cette forme de gouvernement dictatorial appliquée à un pays menacé par l'invasion d'armées étrangères, où plusieurs provinces étaient insurgées contre la Révolution, diffère beaucoup, quant à la forme et au contenu politique et économique, des deux périodes de réaction royaliste auxquelles on a donné le nom de « *Terreur Blanche* » (par allusion à la couleur du drapeau du roi) et qui ont suivi la chute de Robespierre en 1794 et celle de Napoléon en 1815.

Le 27 juillet 1794 (9 thermidor an II) Robespierre, Saint Just, Couthon et leurs proches amis, renversés par une conjuration des députés de la convention, prenaient à leur tour le chemin de l'échafaud. Ce coup de force interne à l'Assemblée signifiait pour ceux qui l'avaient fomenté un coup d'arrêt donné à la Révolution, mais pour la grande bourgeoisie possédante et pour les royalistes, il fut interprété comme la fin de la Terreur rouge et de la Sans culotterie.

Ils se sentent à nouveau les maîtres : tandis que les « *Thermidoriens* » (a) vident les prisons des suspects contre-révolutionnaires et les remplacent par des jacobins, les jeunesses dorées royalistes tiennent le haut du pavé : vêtus de façon extravagante et provocante, Muscadins et Merveilleuses dépendent sans compter et étalent leur luxe avec ostentation et arrogance devant les « *ventres creux* » réduits à nouveau à la famine et au silence.

Mais il ne se contentent pas de parader, ils se vengent : armés de matraques et gourdins plombés, ils attaquent les Sociétés Populaires, et les Thermidoriens en profitent pour les fermer ; dans la Vallée du Rhône et le Midi, les royalistes organisés en sociétés secrètes multiplient les « *expéditions punitives* » dans les quartiers populaires où ils molestent et assassinent ceux qui portent le costume révolutionnaire ou le bonnet rouge. La nuit, ils se rendent dans certaines prisons pour y massacrer les détenus jacobins : 86 à Lyon, 97 à Roanne ; à Marseille, 200 prisonniers sont égorgés par les : « *Compagnons du Soleil* » ; à Tarascon, 50 jacobins sont précipités du haut d'un rocher tandis qu'en face sur la route, Dames et Messieurs de bonne compagnie regardent le spectacle, assis sur des chaises apportées pour la circonstance. Cette terreur blanche sévit particulièrement dans les villes mais les campagnes ne sont pas épargnées : certains émigrés qui se sont crus autorisés à rentrer, dépossèdent de force les acquéreurs de Biens Nationaux. Tous ces crimes, restés impunis favorisent un peu partout le développement du brigandage (les assassins des 86 prisonniers de Lyon sont acquittés par le tribunal de Roanne) : c'est l'époque des « *chauffeurs* » qui, après avoir dépouillé leurs victimes les habillent de vêtements de paille auxquels ils mettent le feu.

La bourgeoisie thermidorienne avait laissé faire les royalistes, elle les avait même utilisés contre les clubs populaires, mais ils commençaient à s'attaquer aux bourgeois révolutionnaires eux-mêmes ; ils essayaient de reprendre le pouvoir ; le 13 vendémiaire, leur tentative de coup d'État fut écrasée avec le concours du jeune général Bonaparte. L'éclipse des royalistes devait durer encore près de vingt ans.

« **NON, PAS NOUS, SEIGNEUR, PAS NOUS, MAIS A TON NOM DONNE LA GLOIRE** »

Pendant toute la durée de la Dictature de Napoléon, les royalistes rentrés en France mais qui ne se sont pas ralliés au nouveau régime, tentent périodiquement de se manifester par des complots et des conspirations. Ceux-ci sont l'œuvre de sociétés secrètes diverses dont le but est de rétablir la monarchie de droit divin. L'origine de certaines remonte au 17^{ème} siècle, ainsi les « *Compagnies du Saint Sacrement* » et les Aa ou « *Amitiés* » créées par des jésuites pour lutter contre la Franc-Maçonnerie et qui avaient des filiales en Italie et en France. L'une des plus actives était la communauté ecclésiastique de Saint Nicolas du Chardonnet à Paris. Ces compagnies secrètes s'étaient multipliées pendant la Révolution : « *Société du cœur de Jésus* », créée par un jésuite en 1790, implantée en Bretagne, dans le sud-est et la Touraine ; « *organisation royaliste de Beauce* », « *Compagnons de Jésus* », « *Compagnons du Soleil* », dont le rôle fut primordial lors de la Terreur Blanche de 1795 ; « *Institut Philantropique* » qui, pour ramener légalement la monarchie, se proposait de faire de l'entrisme dans les Assemblées républicaines. Ces différentes sociétés, qu'elles soient d'origine religieuse ou laïque, entretiennent des liens les unes avec les autres. Dissoutes, elles renaissent de leurs cendres sous une autre appellation : ainsi la « *Congrégation* » fondée en 1801 par un jésuite est dissoute en 1809 mais la même année, un noble, Ferdinand de Bertier recrute d'anciens congrégationnistes pour former l'Ordre des « *Chevaliers de la Foi* » ceux-ci comptent parmi leurs illustres membres les frères Polignac et Villèle (futurs ministres ultra royalistes de Charles X).

Ils mènent un actif travail de propagande royaliste dans les régions où ils sont bien implantés (ouest armoricain, Franche-Comté, Haut Languedoc, région de Bordeaux, Paris) et ils favorisent la résistance à la conscription napoléonienne, ce qui leur vaut une certaine popularité. Ils aident financièrement les ecclésiastiques assignés à résidence par Napoléon et entretiennent une correspondance secrète avec le Pape incarcéré à Savone (1) et les émigrés de la famille royale(2).

En mars 1814, lors de la Campagne de France, au moment où les troupes napoléoniennes essaient d'arrêter l'invasion des armées coalisées d'Europe, les « *Chevaliers de la Foi* » essaient de convaincre les coalisés de ramener les Bourbons sur le trône ; à l'arrivée des troupes de la coalition, ils organisent quand ils le peuvent de bruyantes manifestations. A Bordeaux, ils s'appuient sur les divisions du général anglais Wellington pour réussir une insurrection le 12 mars : la municipalité fait arborer le drapeau blanc et le duc d'Angoulême débarque ; il lève parmi ses sympathisants une troupe de « *Volontaires Royaux* » et grâce à l'aide de l'armée anglaise, ils prennent Toulouse six jours après l'abdication de Napoléon. Sans attendre l'arrivée de Louis XVIII finalement choisi par les coalisés, le duc d'Angoulême nomme d'autorité un certain nombre de chevaliers de la Foi dans les postes clés des préfectures du Midi.

Mais très vite, Louis XVIII va décevoir ceux qui espéraient avec son retour celui de l'Ancien Régime « *intégral* » : il annonce l'« *Union et l'Oubli* », signe une charte constitutionnelle, re-

connait les libertés de 1789 et garantit les biens nationaux ; amer, Ferninand de Bertier explicite ainsi la devise du roi : « *Union avec les ennemis et Oubli des amis* », d'autant plus que le roi a nommé de nouveaux administrateurs, souvent ex-fonctionnaires impériaux à la tête des préfectures. Les irrédutibles se regroupent alors autour du Comte d'Artois et commencent à former le parti des « *plus royalistes que le Roi* », les « *Ultras* ».

LES CENT JOURS

Les Ultras ne se montrent pas inactifs. Ils reprennent leurs anciens titres de noblesse et s'en donnent de nouveaux à l'occasion ; ils réclament leurs anciens privilèges honorifiques à l'église. Dans certaines régions, ils menacent les possesseurs de biens nationaux qui doivent leur rétrocéder leurs anciennes terres à vil prix. Le clergé retrouve également un rôle de premier plan : il multiplie les missions et les pénitences collectives pour « *extirper la Révolution* » assimilée à l'hérésie, il parle du rétablissement de la dîme...

Peu à peu, le peuple français qui a accepté avec passivité et même soulagement le retour de Louis XVIII, commence à s'irriter des prétentions des royalistes, à critiquer ouvertement ce nouveau régime ; la vente de journaux d'opposition augmente, des mutineries militaires éclatent... Napoléon va jouer de ces circonstances favorables pour quitter l'île d'Elbe et débarquer à Golfe Juan, près d'Antibes le 1^{er} mars 1815 ; il remonte vers Paris par la route des Alpes en ralliant au fur et à mesure une partie de la population et des troupes ; il a soigneusement évité la « *Vendée provençale* » et la vallée du Rhône, fiefs royalistes depuis la Révolution.

Dès l'annonce du débarquement, l'ordre des Chevaliers de la Foi a proposé au Roi d'utiliser contre l'« *Usurpateur* », non les troupes régulières susceptibles de trahir mais de lever des Volontaires Royaux à l'image de ceux créés en mars 1814. Le roi finit par accepter la création de trois corps de volontaires, mais en place deux sous l'autorité de l'armée régulière, ceux du Comte d'Artois et du Duc de Berry ; ils seront immédiatement neutralisés. Seul le Duc d'Angoulême, parti de Bordeaux parvient à remonter la vallée du Rhône à la tête de dix mille volontaires. Au nord de Valence, il apprend le retour de Napoléon au pouvoir et fait marche arrière pour organiser la résistance royale dans le Midi. Sa retraite coupée par le général Gilly, il doit capituler à la Palud le 8 avril 1815. Prisonnier quelques jours, il est relâché et gagne l'Espagne. La capitulation stipulait le désarmement des volontaires royaux mais leurs chefs leur donnent l'ordre secret de ne pas rendre les armes quand ils le peuvent ; certains groupes se réfugient dans les forêts ou en Camargue où ils forment des sortes de maquis.

Pour résister aux armées royalistes, dans la plupart des villes d'anciens républicains et bonapartistes avaient formé des bataillons de fédérés. Au moment du désarmement des heurts opposent les fédérés aux « *Miquelets Royaux* ». Dans un village de la bordure cévenole un affrontement fera deux morts chez les miquelets et les royalistes répandent alors dans tout le Gard la légende du « *massacre des Miquelets royaux à Arpaillargues* ».

Napoléon rétabli sur le trône, les Ultras ne désarment pas. De nouvelles sociétés secrètes naissent un peu partout : « *cabinet littéraire de Nevers* », « *chasseurs d'Henri IV* » du Forez, l'« *anneau secret* », le « *Lion dormant* », le « *Casino* » de Grenoble, les « *Francs Régénérés* »... Elles aident à la reprise de soulèvements dans l'Ouest ; elles contribuent à réorganiser les volontaires royaux dans le Midi, leur fournissant argent et fusils. De Barcelone en liaison avec elles, le duc d'Angoulême désigne à l'avance de futurs commissaires civils et militaires ; avec des Espagnols et des émigrés il organise même une « *légion Marie-Thérèse* ».

VERDETS, MIQUELETS et TAILLONS

Napoléon défait à Waterloo le 18 juin 1815 doit abdiquer le 22. Dès que l'annonce en est faite, et bien avant le retour du roi aux Tuileries (15 juillet), les royalistes tentent de s'emparer des villes du Midi. A Marseille, ils font hisser le drapeau blanc le 24 juin et contraignent la garnison à s'enfuir. Pendant deux jours, des groupes formés d'ex-volontaires royaux vont alors s'acharner dans la ville contre les familles de fédérés, de bonapartistes, d'anciens républicains et même d'Égyptiens installés par Napoléon : 50 personnes assassinées, 200 blessés, 80 maisons incendiées, l'heure de la vengeance a sonné. Beaucaire, Carpentras, Avignon imitent Marseille. Tandis que le duc d'Angoulême rentré à Toulouse institue les fonctionnaires qu'il a déjà nommés depuis l'Espagne, dans toutes les villes du Midi les anciens volontaires royaux reparaissent au grand jour. Équipées et manipulées par les sociétés secrètes royalistes, ces bandes vont semer la terreur pendant plusieurs mois. Les miquelets royaux se font parfois octroyer le titre de gardes nationaux par des comités royalistes qui ont pris la tête de certaines municipalités. Les anciens « *maquisards* » de Camargue arborent la cocarde blanche et verte, symbole de leur double fidélité envers le roi et envers le comte d'Artois. A Nîmes, ils sont groupés autour de l'ancien portefaix Jacques Dupont dit Trestailons, ce surnom lui venant de son expression favorite selon laquelle il avait l'habitude de découper ses ennemis en trois morceaux (très taillons en langue d'Oc). A Uzès, l'ancien soldat déserteur Jean Graffaud fait de la surenchère en se faisant surnommer Quatre-taillons. Ces bandes peuvent compter plusieurs centaines d'hommes recrutés parmi les petits métiers et les manouvriers des villes, les chômeurs, les anciens domestiques, les déserteurs de l'armée napoléonienne et de jeunes paysans catholiques ; dans la région nimoise, on les surnomme vite, les Taillons.

Dans le Toulousain, les volontaires royaux réorganisés par de Vitrolles (membre des chevaliers de la Foi, nommé par le duc d'Angoulême portent un uniforme vert et n'arborent que la cocarde verte. Dans ce fief du duc d'Angoulême, on affiche ainsi délibérément l'attachement non au roi mais à la cause du Comte d'Artois. Ces « *Verdets* » comme on les appelle bientôt reçoivent leurs ordres des sociétés secrètes pour lesquelles le château de Madame Clauzel à Muret est une sorte de quartier général.



Bagarres entre jacobins et royalistes (gravure du XIX^{ème})

«CE PAYS LA EST LE THÉÂTRE DE CHOSES BIEN DÉGOUTANTES»

Dans les premiers jours de juillet, les bandes royalistes exigent le désarmement des militaires impériaux. A Nîmes où les volontaires royaux sont nombreux (De Bernis, commissaire nommé par le duc d'Angoulême y avait organisé un régiment de 1200 hommes), dans la nuit du 17 au 18 juillet, la garnison est assiégée dans la caserne, les portes sont forcées ; après discussions avec leurs officiers, les soldats acceptent de rendre les armes pour éviter l'effusion de sang.

Alors qu'ils sortent de la caserne et se dirigent hors de la ville, en traversant une foule de royalistes excitée, les taillons postés en divers endroits du trajet se mettent à tirer sur la colonne désarmée, puis s'emparent du matériel et des armes abandonnées.

Mais les bandes s'attaquent surtout aux particuliers qui leur sont désignés comme bonapartistes ou républicains : ces visites domiciliaires qui commencent toujours par une «taxation» en argent se terminent le plus souvent par le pillage total de la maison, la destruction du mobilier, l'incendie, voire l'assassinat des habitants. Les taillons, Verdets et autres Miquelets royaux s'estiment autorisés à arrêter les suspects et à les conduire en prison, mais quand par hasard les maires les font relâcher, gare aux malheureux : à Avignon, ils se font proprement égorger. A Chateaufort d'anciens jacobins sont lapidés à coups de tessons de bouteilles. L'assassinat resté le plus célèbre est celui du maréchal Brune : de passage à Avignon, il est arrêté par les bandes royalistes dans sa chambre, lardé de coups et jeté dans le Rhône.

Dans le Bas Languedoc, essentiellement dans le Gard, les Taillons s'en prennent aux familles protestantes aux cris de : «Vive le Roi, Vive la Croix ! Mort aux gorges-noires!» Les femmes déculottées sont marquées avec un battoir à clous dessinant une fleur de Lys. A Nîmes, une quarantaine d'hommes et de femmes sont massacrés dans leurs demeures par le groupe de Trestailons. Les commerces ferment, les habitants se terrent, les plus fortunés s'enfuient : 2500 protestants quittent la ville.

A Uzès où sévit Quatre-taillons, le baron Paul Porte dans une lettre au préfet décrit les pillages, les massacres, l'exécution de prisonniers sur la place publique ; il ajoute :

«J'ai vu le 1^{er} août, trois hommes arrachés de leur demeure par la Garde Nationale de Mr de Calvières (préfet nommé par le duc d'Angoulême) et fusillés sur le seuil de leurs portes sans interrogatoire, sans forme de procès». Ces colonnes sauvages qui se déplacent de ville en ville n'épargnent ni les hameaux isolés, ni les fermes et, chez les protestants, la peur se répand d'une «nouvelle Saint Barthélémy» ; dans les Cévennes, lieu de refuge de ceux de la plaine, région très républicaine, on prend des mesures de défense. Les royalistes font alors répandre le bruit d'une rébellion dans la Gardonnenque et renforcent à cette occasion le pouvoir des taillons. C'est ainsi que le sous-préfet d'Uzès accepte d'officialiser une expédition menée par Quatre-taillons ; celle-ci n'aboutit pas à la Gardonnenque mais rafle au passage six paysans qualifiés de rebelles que le sous-préfet laissera fusiller par Quatre-taillons sur la place de l'esplanade.

On pourrait ainsi multiplier les exemples. La lettre d'un paysan d'Orange au préfet du Vaucluse traduit bien l'inquiétude qui règne alors dans tout le midi :

«Un cultivateur a bien voulu prendre la liberté de vous écrire pour vous dire la vérité, Monseigneur. Un grand nombre de personnes dans notre département sous prétexte de défendre la cause royale sont ses plus cruels ennemis car brûlant et dévastant, ils diminuent les ressources de notre auguste souverain... Ils ont organisé une Garde Nationale de la même trempe

dans chaque commune. Les plus mauvais sujets sont les maires, ils s'organisent en bandes, ils vont d'une commune à l'autre sous prétexte de chercher des fédérés, prennent des billets de logement, on trouve des gens noyés, d'autres qui disparaissent, ceux qui sont en prison sont à tout moment menacés. C'est au nom du roi et de la religion qu'ils commettent les plus grands maux...» Casimir Aimé le 20 août 1815.

LA CHAMBRE INTROUVABLE

Au cours des mois de juillet et août, les bandes ont pu agir impunément. Il existe alors dans le Midi un double pouvoir : le Duc d'Angoulême a installé partout des Ultras mais le roi dès son retour a procédé à de nouvelles nominations. Ces fonctionnaires royaux ayant en général servi sous l'Empire, sont haïs des royalistes des sociétés secrètes qui cherchent à les éliminer. A Nîmes la préfecture voit alterner Mr de Calvières (duc d'A.) et Mr d'Arbaud Jouques (roi). Dans la région toulousaine, les Verdets menacent les fonctionnaires royaux pour les empêcher de s'installer. Le nouveau commandant militaire, le général Ramel est trucidé le 15 août par des verdets venus lui réclamer leur «solde». Les royalistes locaux rêvent d'organiser un royaume d'Occitanie gouverné selon les traditions d'Ancien Régime par le Comte d'Artois ou le duc d'Angoulême. Mme de Rémusat, épouse du préfet décrit ainsi Toulouse : *«une ville de 50 000 âmes à peu près oisives, et gasconnes, un tas de mauvais sujets couvrant leurs dettes et leur mauvaise conduite de la cocarde blanche, des associations secrètes dans lesquelles se trouvait une partie de la noblesse, presque toute la municipalité, le commandant du département, le procureur Général, une partie de la Garde Nationale en révolte payée par la noblesse et obéissant à un chef à demi caché».*

Dans tout le midi, les bandes armées sont également utilisées pour préparer les élections des 14 et 22 août (3). Leurs méthodes de persuasion sont telles que seuls sont élus les notables ultras présentés par les sociétés secrètes. La chambre ainsi élue noyauté par les chevaliers de la Foi, plus royaliste que le roi ne l'aurait lui-même souhaitée sera surnommée par lui la Chambre Introuvable. Toutefois le roi a maintenu ses consignes : il a rappelé le duc d'Angoulême à Paris dès le 3 août et exigé que celui-ci révoque les hommes qu'il avait nommés. Les préfets royaux cependant n'osent pas trop se manifester. Ce n'est que le 7 septembre qu'Arbaud Jouques (Gard) se décide à publier une proclamation dénonçant les «bandes inconnues de l'autorité» se livrant à l'incendie et au pillage. Il ne prend aucune mesure contre elles et c'est huit jours plus tard seulement qu'il proclame la «dissolution des bandes armées encore existantes». En fait, ce sont les armées autrichiennes d'occupation qui s'installent dans la vallée du Rhône et le Bas Languedoc et aident à l'élimination des Taillons. Les principaux chefs de bande avignonnais, Quatre-taillons, puis Trestailons sont arrêtés mais les bandes divisées continuent sporadiquement leurs exactions dans les campagnes. Le roi envoie le duc d'Angoulême faire une tournée d'apaisement dans le midi pour engager ses partisans à rendre leurs armes. A Nîmes le préfet et le commandant militaire, le général Lagarde croient alors possible de faire réouvrir le Grand Temple protestant le 12 novembre. C'est l'occasion d'une nouvelle explosion de violences royalistes. Le général Lagarde est mortellement blessé en protégeant les fidèles.

En Haute Garonne, le préfet de Toulouse se montre plus timide encore. Même après l'assassinat du général Ramel il ne prend aucune mesure à l'encontre des Verdets. Tandis que ceux-ci continuent de procéder à des perquisitions, taxations illégales jusqu'en décembre 1815, le préfet s'efforce d'employer des «moyens paternels» en intégrant progressivement les Verdets à la Garde Nationale. Il justifie son attitude par le

fait qu'une grande partie du peuple toulousain est de tendance républicaine : « l'audace du parti révolutionnaire est extrême, elle n'a été jusqu'à présent comprimée que par la terreur que lui ont inspirée les associations formées pour le triomphe de la cause royale ; et si, pour ramener l'ordre légal on avait à sévir contre les personnes qui ont fait partie de ces associations, il n'y a pas de doute que les factieux n'en tirassent avantage ».

De Rémusat, fin déc 1815

De ce fait, les extorsions de fonds, les vols continuent au cours de l'année 1816 et lorsque les auteurs en sont arrêtés, ils bénéficient de toute l'indulgence de la justice. La plupart des Verdets ont été intégrés à la Garde Nationale et contribuent à maintenir l'ordre dans la ville. On les voit ressurgir à l'occasion : pendant l'hiver 1816-1817, alors que le blé manque dans certaines régions de France et que le Midi a eu d'excellentes récoltes, ils s'opposent violemment au départ de grains pour les régions démunies.

Les chefs de bande jugés dans le Languedoc sont condamnés à 5 ans de prison maximum mais Trestailons bénéficie d'un non-lieu. Ceux du Vaucluse réussissent à sévader peu après leur arrestation et sont jugés par contumace.



Émigrand. Revenant. à Paris.

Gravure début XIX^{ème} siècle

cl. R. Viollet

LES MISSIONS

Le calme revenu, c'est l'Église qui va à son tour extirper le virus républicain et bonapartiste. Ce sera l'œuvre de « missions »

organisées par différents ordres dans toute la France. Un rapport de police décrit une mission sulpicienne dans un village du Vaucluse. Toute la population étant assemblée, la mission commence par une cérémonie expiatoire, procession où juges et fonctionnaires avancent en tête, une torche à la main. Après la Communion des invalides, les missionnaires procèdent à l'« Interdiction » de certains prêtres considérés comme ayant manqué de zèle. Un autodafé des œuvres de Rousseau et de Voltaire clot la cérémonie. Le rapport conclut :

« Deux jours après la clôture de la mission, le sieur D... fameux missionnaire des plus fervents a frappé de deux coups de couteau le sieur M... Les esprits sont tellement excités qu'à une seconde mission, il y a tout lieu de craindre que les protestants, les juifs, les acquéreurs de bien nationaux et les patriotes exclus des confréries ne soient massacrés par les nouveaux croisés ». A l'occasion de chaque mission, on voit ainsi réapparaître sous la bannière de la croix, les individus qui s'étaient signalés par leur action dans la terreur blanche.

Louis XVIII s'efforçait de calmer les Ultras mais en compensation, il se devait de leur donner des gages de sa rigueur envers les complices de cent jours : dix sept généraux ou officiers impériaux furent traduits devant les conseils de guerre entre juillet et août 1815 ; le général Labédoyère fut exécuté le 19 août et le maréchal Ney jugé pour haute trahison par la Chambre des pairs fut fusillé. Après l'élection de la « Chambre Introuvable », la réaction gouvernementale s'accroît. Talleyrand et Fouché, anciens ministres d'Empire sont remplacés par des royalistes purs et une Terreur Blanche légale se substitue à celle organisée par les Ultras dans le Midi. Les garanties de la liberté individuelle sont suspendues ; une loi de sûreté générale (29 octobre) permet l'arrestation de suspects de complots contre la sûreté de l'État. Une loi sur les « cris et édits séditieux » (nov 1815) punit leurs auteurs de la déportation. Des tribunaux d'exception, les Cours Prévoiales (déc 1815) sont institués pour juger les délits politiques. Ces cours prononceront un certain nombre de condamnations à mort : ce fut le cas de conjurés bonapartistes qui tentèrent d'organiser un soulèvement dans la région grenobloise en 1816. En janvier 1816 furent exclus de la loi d'amnistie et bannis, les personnes en résidence surveillée et les conventionnels régicides (4).

Le roi ayant estimé avoir satisfait les Ultras se résolut à dissoudre la Chambre Introuvable en 1816. Un ministère plus modéré fut constitué mais en 1820 après l'assassinat du duc de Berry, de nouvelles mesures d'exception furent prises. Après la mort de Louis XVIII, la réaction ultra fut encore accentuée sous le règne du comte d'Artois devenu Charles X. Bonapartistes et Républicains, exclus de la vie politique, victimes des exactions de 1815 et des lois d'exception s'organisent à leur tour en Sociétés secrètes qui joueront un rôle important dans la préparation de la révolution de 1830 qui chassera définitivement Charles X et les ministres Ultra-royalistes du pouvoir.

Monique BAUDOIN

(a) On appelle ainsi ceux qui ont participé à la conjuration du 9 thermidor ou qui l'ont ensuite approuvée à la Convention.

(1) Napoléon entré en conflit avec le Pape a fait interner celui-ci à Savone.

(2) Le Comte de Provence, frère de Louis XVI, futur Louis XVIII, plus modéré que le Comte d'Artois (3^{ème} frère de Louis XVI) chef de file des émigrés et futur Charles X ; ce dernier a 2 fils - le Duc de Berry et le Duc d'Angoulême marié à sa cousine germaine, Marie-Thérèse, fille de Louis XVI et de Marie-Antoinette.

(3) Ces élections se font au suffrage censitaire - Le nombre d'électeurs est très réduit : 72000 inscrits, 48500 votants

(4) On appelait ainsi les membres de la Convention qui avait voté la mort de Louis XVI en Janvier 1793.